



**HAL**  
open science

## **Les communs urbains : recréer du lien social dans les villes africaines**

Stéphanie Leyronas, Alix Françoise, Isabelle Liotard, Lola Mercier, Guiako Obin

### ► **To cite this version:**

Stéphanie Leyronas, Alix Françoise, Isabelle Liotard, Lola Mercier, Guiako Obin. Les communs urbains : recréer du lien social dans les villes africaines. Stéphanie Leyronas; Benjamin Coriat; Kako Nubukpo. L'Afrique en communs. Tensions, mutations, perspectives, Agence Française de Développement; Groupe de la Banque Mondiale, pp.107-139, 2023, L'Afrique en développement, 978-2-37902-021-6. <hal-05428862>

**HAL Id: hal-05428862**

**<https://hal.science/hal-05428862v1>**

Submitted on 22 Dec 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

# Les communs urbains : recréer du lien social dans les villes africaines

Stéphanie Leyronas, Alix Françoise, Isabelle Liotard, Lola Mercier, Guiako Obin

### Introduction

Bien qu'elle soit le continent le moins urbanisé, l'Afrique n'en est pas moins celui où le rythme de croissance démographique en villes est le plus soutenu. Le taux d'urbanisation actuel se situerait entre 42,5 % (ONU 2019) et 50,4 % (OCDE et CSAO 2020) de la population totale du continent. Depuis les années 1950, le taux de croissance urbaine s'établit à 4,8 % par an en moyenne. Ainsi, la population urbaine africaine a été multipliée par plus de seize entre 1950 et 2018, passant de 33 à 548 millions de personnes. Il est attendu que cette dynamique se poursuive, avec un triplement de la population urbaine à horizon 2050 pour atteindre 1,5 milliard d'individus (ONU 2019). Ce rythme est variable selon les pays et est d'autant plus sensible pour des pays faiblement urbanisés (comme le Niger, le Burundi, le Lesotho, le Soudan du Sud et le Malawi) où le taux de croissance dépasse les 7 %, impliquant un doublement de la population tous les dix ans (OCDE et CSAO 2020).

La plupart des systèmes urbains nationaux africains sont dominés par de larges agglomérations et cette tendance s'accroît : la population de Luanda (Angola) équivaut par exemple à celle des 27 agglomérations suivantes de la hiérarchie urbaine du pays (OCDE et CSAO 2020). En parallèle se structure un réseau d'agglomérations secondaires, souvent capitales de régions à dominante agricole, porté par des politiques nationales de développement territorial. Ces villes, de tailles intermédiaires, augmentent aussi, du fait de l'accroissement naturel de la population et, dans une moindre mesure, des migrations internes.

Le développement urbain en Afrique a été inscrit dans les priorités de l'agenda de la communauté d'aide internationale. La définition par l'Organisation des Nations unies (ONU), en 2015, de l'Objectif du développement durable (ODD) numéro 11 visant à créer des villes durables et accessibles pour tous, ainsi que le Nouvel Agenda Urbain (ONU-Habitat 2015) adopté lors du sommet

Habitat III de 2016 afin de rendre les villes plus sûres, plus résilientes et plus durables, constituent des moments clés de la gouvernance internationale de la croissance urbaine.

Dans un contexte de rareté de la ressource financière publique, les collectivités doivent se livrer à de nouvelles formes de gouvernance qui impliquent de nombreuses parties prenantes des villes et de l'urbain. Un certain consensus s'est ainsi établi sur la reconnaissance de la diversité des parties prenantes (publiques, privées, associatives, politiques), des domaines (foncier, logement, infrastructures) et des échelles d'interventions (locale, municipale, nationale, internationale) qui façonnent la ville, mais aussi la fabrique et la gouvernance urbaines en Afrique subsaharienne (Schlimmer 2022).

Ce chapitre rend compte des communs qui émergent en milieu urbain comme une des expressions de ces phénomènes sociaux, économiques, politiques et spatiaux. Les analyses présentées dans ce chapitre s'appuient sur des entretiens avec des acteurs et actrices<sup>1</sup> des communs urbains en Afrique subsaharienne, sur une revue de la littérature académique, ainsi que sur une recherche documentaire (sites web et réseaux sociaux, presse locale et internationale).

La première section permet de préciser le champ des pratiques qui relèvent des communs urbains en Afrique subsaharienne : il s'agit de lieux, publics ou privés, partagés par les riveraines et les riverains qui y développent des usages pluriels en impliquant une multitude d'acteurs différents dans des gouvernances ouvertes et en mobilisant des ressources variées du territoire, matérielles et immatérielles, pour des usages s'adressant à différents cercles d'usagers et d'usagers. La deuxième section apporte une analyse empirique de certains d'entre eux (lieux hybrides culturels, terrains de sport, jardins partagés, *fablabs*<sup>2</sup>) pour révéler, dans la troisième et dernière section, leur potentiel de participation à la fabrique urbaine en Afrique subsaharienne.

## Les communs urbains dans une perspective de l'Afrique subsaharienne

### Fragmentation urbaine : des situations multiples de rupture des liens sociaux

Dans un contexte de forte croissance démographique, les villes africaines contribuent à l'amélioration des performances économiques de leurs pays ainsi qu'à l'amélioration du niveau de vie. Dans son dernier rapport, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) montre qu'en Afrique, au cours des vingt dernières années, l'urbanisation a contribué pour environ 30 % de la croissance du produit intérieur brut (PIB) par personne (OCDE, BAD, et CEA 2022). En outre, le niveau de vie, la durée d'étude (8,5 ans contre 4,5 ans en moyenne) et la qualification des emplois des personnes résidant en

zone urbanisée sont en moyenne supérieurs à ceux des pays dans lesquels ils sont situés. La répartition des richesses par quintiles montre une part croissante, jusqu'à devenir parfois majoritaire, de la population la plus riche dans les grandes villes. L'OCDE note aussi un effet d'entraînement sur les zones situées à proximité des villes (OCDE et CSAO 2020).

Malgré cette performance, les économies urbaines africaines ont en réalité peu changé au cours des dernières années. Elles restent peu diversifiées : le secteur manufacturier, bien que représentant un potentiel de transformation pour de nombreuses régions du continent (Abreha *et al.* 2022), reste sous-représenté, contrairement à certains pays asiatiques (Chine, Inde, Malaisie). Elles doivent faire face à des défis structurels (tels que le renforcement du capital humain) et aux coûts de fonctionnement de ces villes.

La gouvernance constitue un enjeu majeur. Les municipalités africaines rencontrent des difficultés à planifier les investissements et à fournir les services essentiels du fait de fragilités financières, institutionnelles et techniques. Les villes s'étalent sans que les investissements dans les infrastructures suivent au même rythme. Certains quartiers, particulièrement en périphérie, croissent rapidement sans pour autant bénéficier de connexion aux réseaux viaires et aux services publics de base. Or, plus de la moitié des personnes vivant dans les zones urbaines africaines habitent dans ces quartiers précaires (ONU-Habitat 2015). En outre, dans les grandes villes les enjeux en termes de mobilité sont prégnants avec des phénomènes de congestion et de pollution marqués. Les acteurs publics peinent aussi à préserver des espaces publics, notamment des espaces verts. À cela s'ajoute la question de la vulnérabilité aux aléas climatiques pour des personnes urbaines qui sont d'ores et déjà davantage soumis à des phénomènes tels que les vagues de chaleur, les pénuries d'eau et les inondations (Dodman, Hayward, et Pelling 2021).

De ces défaillances résulte une fragmentation des villes africaines sur les plans spatial, social, économique et politique. Cette fragmentation a pour conséquence la création d'une multitude de situations où le tissu social est brisé, au sein des communautés, mais aussi entre les populations locales et les institutions publiques (Commission européenne et Enabel 2021). Elle participe à la déstructuration des liens sociaux, entendus comme les relations de personne à personne au sein d'une même société, les niveaux de confiance mutuels et les normes de réciprocité (Garroway 2011; Colleta, et Cullen 2000).

À propos des métropoles nigérianes et sud-africaines, Fourchard indique que si les villes sont pourvoyeuses d'emploi, elles ont fait émerger « très tôt de nouvelles formes de pauvreté et de violences sociales (chômage, délinquance, maltraitance, prostitution, gangstérisme, proxénétisme) ainsi que des questions liées à l'intégration des populations migrantes » (Fourchard 2018, 7). L'origine géographique (population indigène, migrante ou non) constitue une base d'exclusion, plus ou moins institutionnalisée et politisée. Ces villes sont

« des laboratoires de l'exclusion et de déploiement des violences » (8) en partie physiques. Cela amène, selon l'anthropologue Balandier, les personnes habitant en milieu urbain à conserver des liens étroits avec leurs milieux et villages d'origine pour s'appuyer sur des solidarités existantes, « se réintégrer dans une communauté et [...] trouver une assistance matérielle qu'ils ne sauraient trouver ailleurs » (Balandier 1958, 21).

L'émergence dans les villes africaines de communs autour de ressources d'une grande diversité témoigne d'une volonté de renforcement de nouveaux liens sociaux au sein de communautés urbaines. Ces communs sont portés par des collectifs de tailles et de natures différentes (des résidentes et résidents, des riverains, des usagers, des entrepreneurs et entrepreneuses, des spécialistes). Ils recouvrent un large spectre de domaines de la vie urbaine : le foncier, les services publics, le bien-être ou l'éducation.

### **Des communs dans la ville aux communs urbains**

Nous nous intéressons ici à des lieux incarnés physiquement dans des espaces urbains et gérés en commun par des collectifs qui projettent sur ces espaces un projet social, économique et politique qui refonde le territoire en tant que construit sociopolitique. Ce projet peut être tourné vers le bien-être et l'amélioration du cadre de vie (jardins partagés, terrains de sport, salles communautaires), l'accès à l'art et la culture ou peut être encore spécialisé dans les domaines des sciences, de l'innovation et du numérique (espaces d'innovation technologique et de fabrication comme les *fablabs*).

Les communs urbains auxquels nous nous intéressons recourent en de nombreux points les expériences de « tiers lieux ». La notion est introduite par le sociologue Oldenburg en 1989 comme des espaces intermédiaires entre domicile et lieu de travail contribuant à une sociabilité urbaine (Fabbri 2016). Ce sont celles et ceux qui les fréquentent (Lofland 1998 ; Oldenburg 1989) qui créent la convivialité du lieu, son accessibilité aux autres individus et, par là même, sa dimension collective. Nous préférons dans le cas de l'Afrique subsaharienne utiliser le terme « lieux hybrides », la notion de « tiers lieu » étant peu mobilisée par les acteurs africains (Besson, à paraître).

Les communs urbains africains sont par nature plurifonctionnels et combinent des activités allant :

- Une offre de services (production alimentaire dans des jardins partagés, services d'intermédiation, accès à du matériel ou des équipements, accès à des productions artistiques).
- Des activités pédagogiques ou de dissémination en lien avec l'objectif collectif poursuivi (éducation populaire, organisation d'événements, cours et ateliers, rencontres).
- Des activités autour des villes durables et de leur résilience (revalorisation des déchets ou énergies renouvelables).

Les communs urbains témoignent aussi d'un phénomène relativement récent : « l'africanisation » du mouvement *maker* est rendue visible par la création croissante de *fablabs* ces dix dernières années en Afrique subsaharienne (Mboa Nkoudou 2017). Ils se développent de manière diversifiée en se spécialisant dans des domaines spécifiques (l'agriculture, l'éducation, le handicap). Ce sont des expérimentations locales, qui s'organisent parfois de façon informelle et spontanée. Ils peuvent être difficiles à saisir, car il s'agit d'une strate d'acteurs que seules des enquêtes de terrain approfondies permettent d'identifier. Ces acteurs sont dans leur grande majorité issus des milieux sociaux populaires et difficiles.

### **Les communs urbains : éclairages théoriques**

Les communs urbains ne se caractérisent pas uniquement par leur localisation ou concentration dans la ville (Susser et Tonnelat 2013), mais par : i) la construction d'une finalité commune capable de motiver la coopération des acteurs ; ii) des dispositifs participatifs afin d'inclure les usagers dans les activités de co-délibération et de co-décision ; et iii) le territoire urbain comme espace commun à l'intérieur duquel les individus peuvent constituer des communs urbains.

Les communs urbains émergent dans une phase plutôt récente du débat sur les communs (Festa 2016). Ils présentent une généalogie assez spécifique, celle des *new commons* dont Hess a proposé une cartographie (Hess 2009). La notion est développée en Europe où plusieurs villes ont vu se développer des pratiques de gestion partagée. En Italie, le mouvement d'occupation des lieux culturels revendique dès 2011 un « droit à la ville » (Lefebvre 1968) devant permettre de produire un espace public accessible. Bon nombre de ces formes de résistance urbaine naissent pour s'opposer à la confiscation de ressources communes abandonnées ou réutilisées à titre spéculatif (cinémas, théâtres, sites de vie et de production). Elles mettent en avant l'utilisation de l'espace urbain, physique et symbolique, interrogent les régimes de gouvernance locale et l'articulation entre droits de citoyenneté et de citoyenneté (Lussault et Lévy 2013 ; Gervais-Lambony 2001). L'accent n'est plus mis sur le sujet propriétaire de l'espace, mais sur la fonction que cet espace doit remplir dans la société (Rodotà 2016).

Les ressources mobilisées sont constituées par des biens publics ou privés (parcs, jardins, rues, places, infrastructures), des biens intangibles (l'air) ou immatériels (propriété intellectuelle, réseaux d'information, réseaux sociaux, valeurs culturelles ou patrimoniales). La particularité des communs urbains est de se déployer dans des milieux où certaines ressources sont en tension : prix du foncier et de l'immobilier élevés, diversité des usages, ou densité démographique. (Harvey 2012) affirme qu'ils présentent les mêmes contradictions que les autres communs, mais « d'une manière hyperconcentrée ».

Comme rappelé dans le chapitre 1, plus que la nature de la ressource, c'est la façon de la gérer qui importe (Bollier et Helfrich 2015). Au cœur des communs urbains se trouvent des communautés hétérogènes, aux limites ouvertes et fluides, parfois très changeantes, ce qui les différencie des communs plus

classiques très largement étudiés par Ostrom et l'école de Bloomington (Ostrom 1990). Ces communautés prennent corps autour d'un processus de mise en commun et peuvent évoluer dans le temps et dans l'espace (Festa 2016). Parfois se dégagent plusieurs types d'intensité dans le lien aux biens : des groupes plus restreints prennent en charge le commun au quotidien ; des groupes plus larges jouissent de certaines utilités et participent à la gestion collective de façon plus ponctuelle. Il peut donc y avoir différents intérêts qui se coalisent dans la prise en charge des communs. Certains communs urbains, plus complexes, incluent différents types d'intérêts (citoyens, privés, institutionnels) et demandent alors des collaborations intersectorielles, des processus de longs termes pour aboutir à une gouvernance véritablement participative (Kip 2015).

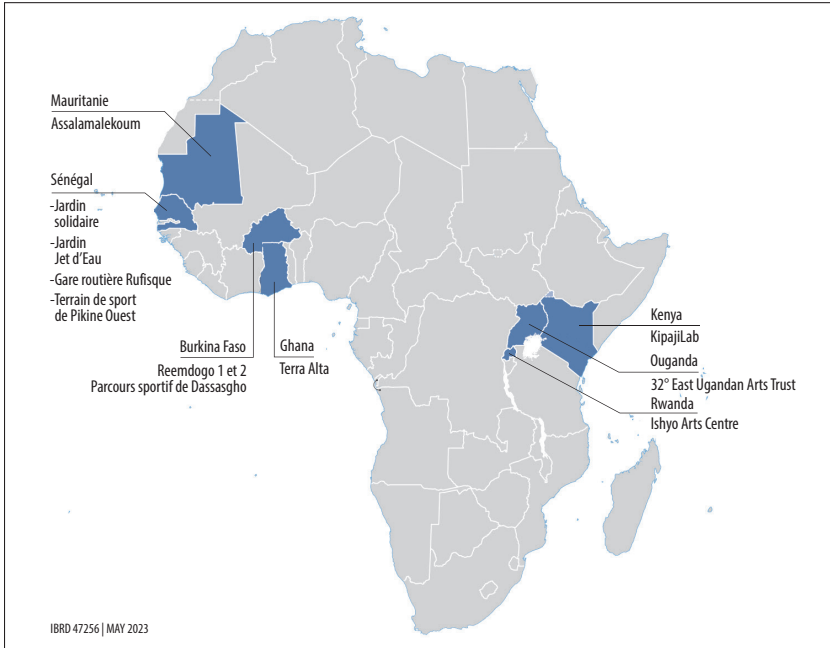
### **Les communs africains incarnés par des lieux sociaux, culturels et technologiques**

Il existe peu d'études détaillées de ces communs urbains africains (Cléré 2018 ; Besson 2018). Nous proposons de regrouper les communs urbains étudiés en deux types dont les frontières restent poreuses : les communs urbains à dominances sociale et culturelle d'une part, et les communs urbains d'innovation technologique et de fabrication, auxquels appartient les *fablabs*, d'autre part.

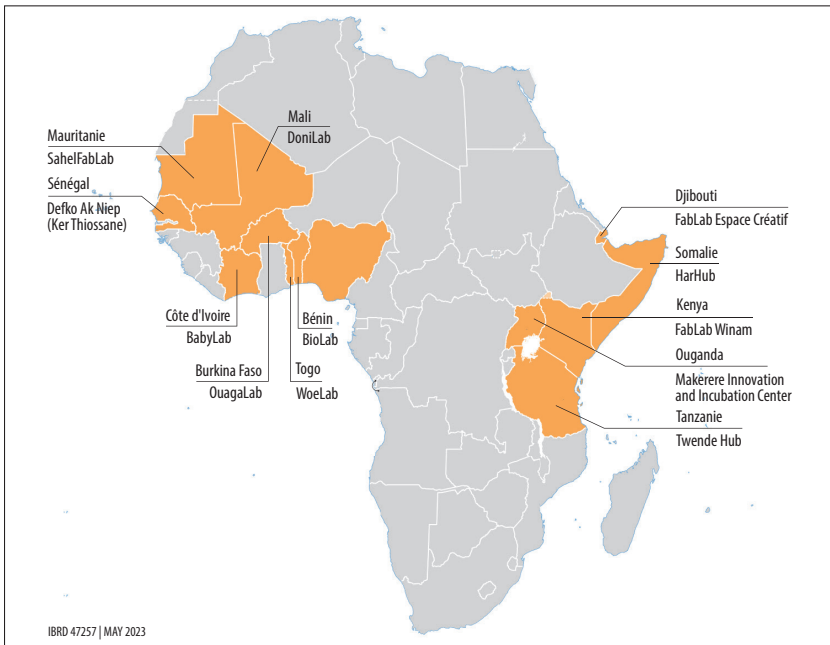
Nous avons conduit une série d'entretiens entre janvier et avril 2017 et entre décembre 2021 et mai 2022 auprès de onze espaces sociaux et culturels (carte 4.1) et treize *fablabs* (carte 4.2). Le choix de ces lieux, en milieu urbain, repose sur la représentativité de leur dynamique et de leur stade de développement.

Nous revenons d'abord sur les expériences des espaces sociaux et culturels étudiés en Afrique subsaharienne puis, dans un second temps, sur les communs urbains d'innovation technologique et de fabrication.

**Carte 4.1** Espaces sociaux et culturels étudiés



**Carte 4.2** Fablabs étudiés



Source cartes 4.1 et 4.2 : Banque mondiale.

### **Les communs urbains à dominances sociale et culturelle : espaces ouverts et lieux hybrides culturels**

Les communs urbains à dominance sociale et culturelle se déploient autour d'enjeux de bien-être et mobilisent l'art, le sport, le jardinage et l'agriculture urbaine comme des vecteurs de lien social au sein des quartiers. Ce faisant, ils viennent se loger là où certains besoins sociaux ne sont pas satisfaits. Peu d'industries créatives et culturelles sont prises en charge par les administrations publiques en Afrique subsaharienne alors que l'accès à la culture est considéré comme « un moyen pour les citoyennes et citoyens, et particulièrement la jeunesse, de faire entendre leurs voix et ainsi renforcer la participation à la démocratie » (Commission européenne et Enabel 2021, 7). Les infrastructures publiques pour la pratique non professionnelle du sport restent insuffisantes<sup>3</sup> alors que cette dernière participe au maintien de l'ordre, à l'évitement de la délinquance et à l'amélioration de la santé des jeunes<sup>4</sup>. Enfin, sans surestimer leur importance face aux enjeux d'insécurité alimentaire dans les villes africaines (Davies *et al.* 2021), le jardinage et l'agriculture urbaine produisent une valeur économique et de l'emploi, mais aussi une valeur sociale forte (Rutt 2007).

Deux grandes familles de communs urbains à dominance sociale et culturelle se dégagent en Afrique subsaharienne : des espaces ouverts et de passage d'une part et des espaces spécifiquement dédiés à l'art et à des artistes d'autre part.

Dans les espaces ouverts et de passage, l'art, le sport, le jardinage sont mobilisés comme des vecteurs de lien social au sein d'un quartier. Ces espaces sont des lieux de passage (des places, des rues, des jardins, des terrains de sport) investis par des initiatives collaboratives (encadré 4.1). Ce sont des lieux où les personnes circulent, sans forcément s'arrêter (Joseph 1998). Les collectivités locales africaines peinent à planifier, mettre en œuvre et faire vivre de tels espaces, notamment à cause de la fragmentation des villes (Navez-Bouchanine 2002). Cela se traduit par des friches urbaines, des terrains vagues, des déchetteries. Les espaces ouverts comme ceux-ci représentent des « matériaux urbains fondamentaux » (Secchi 2006) pour qui s'en empare. Délaissés par les pouvoirs publics, ces espaces peuvent être investis par des collectifs pour y développer des usages communs tournés vers le sport, la production alimentaire ou la culture. Le premier objectif de cette appropriation collective des lieux est de leur rendre leur caractère public, dans le sens où les citoyens peuvent s'y arrêter, y circuler et participer à la vie du lieu. Il s'agit donc avant tout de créer un lien entre l'expérience urbaine vécue et les « processus normaux de l'existence » (Dewey 2010).

**ENCADRÉ 4.1****Exemples de communs urbains ouverts et de passage**

L'École des communs pour l'art et le multimédia du lieu hybride Kër Thiossane à Dakar abrite une *fablab* (Defko), mais également un jardin artistique et un jardin solidaire. Le lieu a été créé en 2002 dans le quartier Sicap sur un ancien jardin public non entretenu et devenu une déchetterie. Le jardin artistique a été dessiné et créé en 2014 par Emmanuel Louisgrand, le fondateur du lieu. Il est un laboratoire d'expérimentations qui accueille de multiples projets portés par les individus (ateliers, rencontres, expositions). Le jardin solidaire a été créé en 2016 pour répondre aux besoins de formation aux techniques de permaculture et au micro-jardinage urbain de jeunes femmes.

Au Burkina Faso, le jardin de la musique Reemdogo 1 a vu le jour en 2004 dans le quartier Gounghin à Ouagadougou comme jardin partagé où des musiciennes et des musiciens du quartier viennent se produire dans une relation de proximité avec le public. Cet espace est géré par la municipalité, des collectifs de musiciens et des organisateurs et organisatrices de spectacles. Cette initiative a inspiré la création en 2018 du jardin des arts et de la culture Reemdogo 2. L'objectif de ces deux espaces est le développement de pratiques artistiques (sculpturales et musicales) et la création de liens de proximité entre artistes, publics, individus et entreprises du secteur culturel à travers des activités et des programmations communes.

À Dakar, la municipalité a entrepris de remettre en état des espaces publics délaissés ou mal entretenus (déchetterie à Pikine Ouest ou encore gare routière à Rufisque). Elle a laissé le soin à des collectifs d'individus d'y définir des usages nouveaux et ouverts. Ainsi, un terrain dédié principalement au sport et aux jeunes du quartier a vu le jour dans le quartier d'Icotaf 1 à Pikine Ouest. À la gare routière, de nouveaux points de socialisation ont émergé, comme des gargotières ambulantes ou des espaces pour discuter ou se reposer.

De la même manière à Ouagadougou, le parcours sportif de Dassasgho a été pensé et aménagé par celles et ceux qui vivent dans le quartier à proximité du lycée de la Jeunesse. Cet espace est fréquenté par les jeunes du quartier de l'école primaire à l'université, mais également par des personnes plus âgées. Ces dernières y trouvent un lieu d'échange et de rencontre sous l'arbre, un lieu qui n'est pas sans rappeler l'arbre à palabres villageois.

Dans les espaces dédiés à l'art, des artistes se voient offrir une résidence temporaire en échange de temps accordé à la communauté et d'ouverture de l'art à la cité (encadré 4.2). En Afrique subsaharienne, ils prennent souvent la forme de centres culturels destinés à connecter l'art à ses publics. L'émergence de ces espaces hybrides (Besson, à paraître) répond à un besoin de facilitation culturelle (Guillon et Saez 2019) en permettant aux usagers, femmes et hommes, de devenir des parties prenantes actives d'une offre culturelle, et non des consommateurs et des consommatrices passives (Zask 2003 ; Blandin *et al.* 2017).

L'art est utilisé comme un vecteur pour penser les transitions politiques et sociales par la réappropriation, la ré-imagination et la redéfinition de la culture africaine, passée, présente et future. Ces espaces sont aussi porteurs de processus d'apprentissage spécifiques par le pair-à-pair, l'émancipation citoyenne, l'interdisciplinarité et l'hybridation des savoirs (Andriantsimahavandy *et al.* 2020).

## ENCADRÉ 4.2

### Exemples d'espaces dédiés à l'art et aux artistes

L'Ishyo Arts Centre, créé par huit femmes au Rwanda en 2007, a pour objectif de « ré-imaginer une humanité brutalisée »<sup>a</sup>. Sa création palliait l'absence de lieux culturels au Rwanda. Il reposait au départ sur une version mobile, un bibliobus. Le bibliobus « prenait en otage des enfants tout comme l'histoire a pris en otage la population ». Il avait pour objet de construire des imaginaires à partir d'histoires diverses. La sédentarisation du projet a ouvert le lieu à des artistes locaux pour des résidences gratuites et pour une gestion commune de l'espace par les fondatrices et les artistes.

Terra Alta, à la périphérie d'Accra, a été créé en 2017 par l'artiste Elisabeth Efua Sutherland. Cet espace donne un lieu à l'expression de plusieurs formes artistiques grâce à sa salle de répétition, ses trois résidences d'artistes, sa galerie, sa bibliothèque et son théâtre auxquels un café et deux jardins partagés viennent s'ajouter. L'objectif du lieu est de brasser artistes, riverains, jeunes et enfants du quartier pour créer, pratiquer, expérimenter. La construction de cet espace est le résultat de journées bénévoles de riverains et d'artistes des environs.

Le Kipajilab au Kenya est un laboratoire culturel dont l'objectif est de « décoloniser le continent africain à travers une histoire visuelle »<sup>b</sup>. Il réunit artistes, militantes et militants, enseignantes et enseignants, chercheurs et chercheuses. Des formations d'écriture de scénario ou de mise en scène d'histoires sont dispensées et le matériel est partagé dans la perspective d'initiation de projets visuels communs.

Des centres culturels divers mettent en place des festivals pour promouvoir les réalisations produites par les artistes en résidence. Ces initiatives proviennent d'espaces dédiés aux artistes et peuvent être transposées dans des espaces ouverts et de passage afin de toucher un public plus large. C'est le cas de l'initiative KLA ART menée par 32<sup>e</sup> East Ugandan Art Trust en Ouganda. Ce festival artistique expose ponctuellement des œuvres dans des espaces publics de la ville dans le but de « changer la relation entre les artistes et l'audience » en réfléchissant aux questions de « propriété et de collectif »<sup>c</sup>. C'est également le cas de l'association Assalamalekoum, en Mauritanie, qui organise annuellement le « Assalamalekoum Festival » à Nouakchott. En parallèle des performances artistiques, des ateliers, des formations et des temps de dialogue sont organisés avec la population, dans un objectif d'ouverture de l'art et des pratiques artistiques à un public large.

a. Carole Karemera au Colloque international « les Tiers lieux culturels africains et français : des écosystèmes apprenants au service du développement et des transitions? », 16-18 mai 2022, Friche Belle de Mai, Marseille

b. Citation du site web de Kipajilab : <https://kipajilab.com>.

c. Citation du site web de KLA ART : <https://klaart.org/about/>.

### *La vitalisation de l'espace public par des usages communs*

Les espaces publics africains, de formations relativement récentes, restent embryonnaires dans de nombreuses villes et sont largement investis par des usages privés (usages résidentiels, activités économiques informelles) du fait de la précarité de l'existence (Dahou 2005) et de la spéculation foncière (Leimdorfer 1999 ; Steck 2006). En marge de ces usages privés, les communs urbains développent sur ces mêmes espaces des activités sociales et culturelles et explorent une urbanité d'entre-deux (Durang 2000) en promouvant une mixité sociale et une mixité fonctionnelle. Ces communs sont investis par des dynamiques entrepreneuriales portées par les fondateurs et fondatrices des lieux.

Des communs urbains se sont développés sur des terrains vagues (jardin des arts et de la culture de Reemdogo 2 et parcours sportif de Dassasgho à Ouagadougou) ou des lieux de déchetteries (jardin solidaire et jardin artistique de Kër Thiossane et terrain de sport de Pikine Ouest à Dakar) qu'ils ont assainis. Ils peuvent participer également à la réhabilitation de bâtiments publics, comme c'est le cas pour l'Ishyo Arts Centre qui s'est installé dans l'ancienne cantine de la Caisse sociale du Rwanda.

Les communs urbains africains investissent l'espace public comme une « scène » publique (Habermas 1962), mais aussi artistique. Les festivals urbains organisés par certains lieux en sont une illustration. Le festival KLA ART du 32<sup>e</sup> East Ugandan Art Trust expose des photos dans des conteneurs disposés dans les espaces publics de Kampala. Dans une interview accordée à *Libération*<sup>5</sup> en 2018, Carole Karemera, co-fondatrice de l'Ishyo Arts Centre au Rwanda, explique comment le théâtre ambulancier a pu investir la rue, « théâtre des atrocités d'hier » où « les gens étaient tués, regardaient ou fermaient leurs fenêtres ». Le KipajiLab au Kenya utilise l'espace urbain comme salles de classe et espaces d'apprentissage.

Les communs urbains africains à dominance sociale et culturelle sont ainsi au croisement de deux fonctions qui caractérisent les espaces publics : une sociabilité relevant du domaine parochial, c'est-à-dire de relations d'interconnaissances, de relations de quartier ou de relations de travail (Lofland 1998) ; et l'observation réciproque des autres et de leurs comportements (Goffman 2013 ; Cornélis 2020). À Kër Thiossane au Sénégal, les femmes du jardin solidaire témoignent qu'avant ce projet elles ne se connaissaient pas et partageaient peu. Carole Karemera de l'Ishyo Arts Centre déclare à propos du théâtre de rue : « Comme les gens n'ont pas encore l'habitude, ils se disent : « Qui me voit ? Qui est là ? Si je ris, qui me voit rire ? », les gens s'observent observant un spectacle »<sup>6</sup>.

Si certains communs investissent les espaces publics, la perméabilité des catégories privée/publique ouvre en retour des lieux privés à des usages communs. Terra Alta au Ghana est construit sur un terrain appartenant à la grand-mère de la fondatrice, l'artiste Elisabeth Efua Sutherland. Il accueille aujourd'hui un public local divers (artistes, enfants, riverains, passants et passantes).

### ***La transformation des rapports des publics aux arts***

L'objectif premier des espaces africains à dominance culturelle est de changer le rapport des publics aux arts et de considérer l'art au service des désirs et des besoins des communautés citoyennes. Dans les bus de l'Ishyo Arts Centre rwandais qui sillonnaient les quartiers, l'art était pensé comme un outil de reconstruction de la société. Il stimulait un processus de co-création d'imaginaires positifs avec celles et ceux qui habitent ces quartiers et notamment les enfants. À chaque pâté de maisons, une boîte à idées permettait d'en entendre les besoins et les aspirations. Chaque boîte portait ainsi la mention : « Si c'est dans votre tête, c'est dans notre programme ».

La transformation de la relation des publics aux arts se révèle aussi par la volonté des artistes que leurs œuvres soient vues en dehors des lieux d'exposition classiques comme les galeries. Le jardin des arts et de la culture de Reemdogo 2 à Ouagadougou est dédié à la mise en visibilité des réalisations des artistes locaux, dans un espace de circulation et de passage.

Dans un format différent, mais avec la même préoccupation, la première édition du festival KLA ART en 2014 en Ouganda, organisé par le 32<sup>e</sup> East Ugandan Arts Trust, a disséminé douze conteneurs dans Kampala. Chaque conteneur proposait un espace d'exposition dans un objectif de changer le regard du public en le décalant des lieux classiques d'exposition artistique. Le site du festival explique que KLA ART est centré sur « les artistes et les publics non traditionnels ». Son objectif est de « transformer Kampala en une peinture vivante », obligeant ainsi les individus à en être les protagonistes principaux et à réfléchir « à la signification de la propriété collective, de nos identités, de notre ville, de notre environnement, de notre passé et de notre avenir ».

### **Les communs urbains d'innovation technologique et de fabrication : les *fablabs* en Afrique subsaharienne**

Les communs urbains d'innovation technologique et de fabrication ont pour fonction principale de stimuler les processus d'innovation en s'appuyant sur des méthodes d'intelligence collective, l'expérimentation et le prototypage. Ils peuvent regrouper un large spectre d'espaces mobilisant une terminologie variée (*makerspaces*, *fablabs*, *open labs*, *hackerspaces*, *Techshop*, *living lab*, *coworking*) qui prête parfois à confusion (Berrebi-Hoffmann, Bureau, et Lallement 2018). Les frontières entre ces lieux sont parfois ténues (Gandini 2015 ; Capdevila 2016). Les communs urbains à dominance technologique que nous avons identifiés en Afrique subsaharienne et étudiés en détail se réclament des *fablabs*, qui font partie de la famille des *makerspaces*. Merindol *et al.* définit ces derniers comme « des espaces communautaires ouverts, dans lesquels des passionnés de technologie mettent en œuvre des projets créatifs, échangent, apprennent, dans un univers souvent numérique, conçu comme ouvert à l'appropriation ou la réappropriation par l'utilisateur » (Merindol *et al.* 2016, 24).

Le *fablab* est un espace physique, ouvert et collaboratif. Il permet à une communauté de non spécialistes l'accès à des machines numériques sophistiquées (logiciels de conception et dessin assistés, machines de découpe laser, fraiseurs numériques, imprimantes 3D, machines de découpes vinyles) afin de concevoir, d'apprendre, de prototyper, de fabriquer et de tester des objets ou des projets logiciels, voire de fabriquer en petite série (Eychenne 2012 ; Rumpala 2014 ; Bouvier-Patron 2015 ; Morel et Le Roux 2016 ; Mortara et Parisot 2016). L'objectif est ainsi de proposer un atelier de production au cœur de la ville (Rumpala 2014 ; Piller, Weller, et Kleer 2015). L'usage des outils numériques est commun à tous et toutes, afin de permettre à une personne de faire par elle-même ou avec les autres (*Do It Yourself* – DIY ou *Do It with Others* – DIWO) et les productions réalisées dans les *fablabs*, qui partagent la philosophie de l'open source, sont libres de droits.

Les *fablabs* sont des makerspaces qui ont en général signé la Charte de la *Fab Foundation du Massachusetts Institute of Technology* – MIT (Fonda et Canessa 2016), une organisation lancée par Neil Gershenfeld, à l'origine du premier espace de ce type au début des années 2000. Ces ateliers de fabrication se retrouvent aussi bien dans des lieux publics (universités, écoles, espaces urbains) ou privés (lieux privés, entreprises). Certains sont ouverts à tous et toutes (avec un format d'*openlab*) sans critère d'adhésion tandis que d'autres sont réservés à leurs membres avec paiement d'un accès. Le public des *fablabs* est très large : communautés citoyennes, chercheurs et chercheuses, scolaires, étudiantes et étudiants, artistes, entreprises.

Les *fablabs* font partie aujourd'hui des processus de transformation digitale des grands groupes où de nouvelles idées se prototypent en vue de définir leur positionnement futur. Des collectivités territoriales soutiennent également des *fablabs* pour promouvoir l'inclusion numérique et sociale sur leurs territoires.

De nombreux travaux ont procédé à des catégorisations des lieux qui ont émergé dans les pays occidentaux en termes de régimes juridiques, de publics cibles, de types d'atelier et de modes de financement (Bottollier-Depois *et al.* 2014 ; Eychenne 2012 ; Lô 2017 ; Merindol *et al.* 2016). Les constats sont les suivants. En termes de modèles économiques, beaucoup d'espaces proposent des services qui peuvent être à la fois gratuits et payants (accès au lieu, formation), ce qui en fait des modèles hybrides. Parallèlement, dans de nombreux *fablabs*, l'objectif est de soutenir celles et ceux qui portent des projets pour les conduire à l'entrepreneuriat, en leur proposant notamment tout un ensemble de sessions de formations et d'accompagnement (Browder, Aldrich, et Bradley 2017 ; Fonda et Canessa 2016 ; Mortara et Parisot 2016 ; Stacey 2014 ; Rayna et Striukova 2021).

Les *fablabs* se sont développés également en Afrique subsaharienne, en parallèle de l'émergence d'autres lieux consacrés à l'entrepreneuriat ou à l'incubation (Cunningham et Cunningham 2016 ; De Beer *et al.* 2017). Le succès de ce mouvement est intrinsèquement lié au fait que ces lieux se développent en tant que

communs urbains (Mboa Nkoudou 2017). Ils enrichissent ainsi un écosystème propice à répondre aux enjeux des villes africaines, notamment en lien avec la croissance de la population. Ils contribuent aussi à répondre aux besoins numériques de l'Afrique, en constante augmentation depuis plusieurs années (Ninot et Peyroux 2018). Les *fablabs*, structures agiles et innovantes, apportent ainsi une partie des réponses à nombre de défis en mettant au cœur de leur modèle la mobilisation raisonnée et efficace du numérique.

Ce mouvement suscite l'intérêt des acteurs internationaux, publics ou privés, pour qui les *fablabs* sont de nouveaux leviers pour accélérer le développement des secteurs de croissance des pays d'Afrique subsaharienne, notamment l'emploi des jeunes. L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) soulignait en 2016 le dynamisme en Afrique des espaces de fabrication numérique soutenant la création de biens communs numériques (OIF et Idest 2016). D'autres grandes organisations internationales s'impliquent dans la création de *fablabs* comme l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des Organisations non gouvernementales (ONG) comme Terre des hommes (TDH). Les *fablabs* africains sont également appuyés par de grandes entreprises ainsi que par des dispositifs européens de soutien : Orange en Tunisie, Égypte, Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun et Madagascar, ou Horizon 2020 via son programme Wasiup (Cousin *et al.* 2017).

Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à treize *fablabs* : Defko Ak Niep (Ker Thiossane) (Dakar – Sénégal), BloLab (Cotonou – Bénin), BabyLab (Abidjan – Côte d'Ivoire), WoeLab (Lomé – Togo), DoniLab (Bamako – Mali), SahelFablab (Nouakchott – Mauritanie), OuagaLab (Ouagadougou – Burkina Faso), GreenLab (Akure – Nigeria), Fablab Espace Créatif (Djibouti – Djibouti), Twende Hub (Arusha – Tanzanie), HarHub (Hargeisa – Somalie), Makerere Innovation and Incubation Center (Kampala – Ouganda) et Fablab Winam (Kisumu – Kenya).

### ***Le rôle clé des fondateurs et de la constitution de l'équipe***

Les personnes (femmes et hommes) à l'origine des lieux assurent un rôle particulier dans les *fablabs* africains étudiés. Elles s'occupent de la coordination du lieu, de la constitution des équipes, de la mise en place des partenariats et des financements. Elles ont souvent une expérience professionnelle préalable dans les domaines de l'ingénierie ou de l'informatique par exemple. Leurs motivations sont altruistes et elles localisent souvent le *fablab* à leur domicile. Elles peuvent être accompagnées par des formations en ligne sous forme de MOOC (*Massive Online Open Courses*). Elles bénéficient d'échanges entre pairs avec d'autres *fab-managers*, dans des colloques notamment (encadré 4.3). Elles sont la plupart du temps soutenues dans l'animation du lieu par des équipes de bénévoles, souvent issus de l'école du fondateur.

## ENCADRÉ 4.3

## Le BabyLab en Côte d'Ivoire

Le BabyLab en Côte d'Ivoire a été créé en 2014 par Guiako Obin et une dizaine d'amis informaticiens. Il est le premier *fablab* ivoirien inscrit dans le répertoire du MIT. Le fondateur veut créer un lieu de sociabilisation et de développement au numérique à destination des habitantes et des habitants du quartier et des enfants, confrontés à l'insécurité, à la pauvreté et à la délinquance. De formation informatique et après avoir travaillé en tant que développeur, il suit le MOOC de l'école des Mines Telecom sur le numérique et initie le BabyLab à son domicile, dans la commune populaire d'Abobo (« Baby » signifiant « Abidjan »). Son objectif est d'accompagner le potentiel d'innovation technologique du quartier et de proposer des formations adaptées aux besoins du territoire. Par son implication, le BabyLab est non seulement visible en tant que *fablab* MIT, mais également labellisé sous l'égide de la Fondation Orange en tant que *fablab* solidaire.

Le *fablab* permet à toutes les couches sociales et à tous les types de population (enfants scolarisés ou non, jeunes femmes et hommes en situation d'insertion ou non, associations de jeunes, personnes engagées dans l'artisanat, établissements scolaires, centres sociaux, collectivités, coopératives, communautés villageoises) de s'initier au numérique (*via* la formation au codage, à l'électronique et à la robotique), d'utiliser les outils dans le cadre de leurs métiers (fabrication de meubles à l'aide d'outils comme des imprimantes 3D ou des machines à commande numérique), de développer des projets (action de prototypage) ou de permettre la valorisation de déchets informatiques *via* l'économie circulaire. Le *fablab* propose par exemple le programme *Kid Lab* qui accueille les enfants de huit à quinze ans, durant leur temps scolaire ou en dehors, pour « bidouiller » et s'initier au codage à partir de kits Arduino et d'ordinateurs Jerry.

Le fondateur, aujourd'hui Directeur exécutif du lieu, travaille également à tisser un réseau de *fablabs* en Côte d'Ivoire et à conseiller les gouvernements locaux sur des projets technologiques potentiellement structurants dans le pays. Ses activités ne se limitent pas au périmètre du BabyLab. Les relations étroites entretenues avec la Fondation Orange ont permis de réaliser par exemple le projet « Carré lumineux » (mise en place d'une salle intelligente lumineuse à partir de panneaux solaires pour les élèves du village non électrifié N'gorankro situé à 50 kilomètres d'Abidjan). Le programme Caravane Jeunesse Numérique vise aussi à sensibiliser à l'entrepreneuriat des habitants des régions reculées du pays, en collaboration avec le ministère ivoirien de l'Économie numérique.

Le BabyLab a été particulièrement actif pendant la pandémie de Covid-19. Portés par la créativité et l'agilité imprégnant le lieu, 300 dispositifs de lavage des mains à pédale ont pu être produits et distribués dans des établissements scolaires et des espaces publics, ainsi que 3 000 visières de protection pour le personnel soignant et les commerciaux en première ligne des contacts clientèle.

---

Les *fabmanagers* sont aujourd'hui des acteurs de référence en Afrique subsaharienne dès lors qu'il est question de développement du numérique impliquant l'emploi des jeunes et la transition des villes. Ils font l'interface entre leurs

structures, les médias et les organisations qui pourraient être de potentiels partenaires. Acteurs de terrain avec un leadership avéré, ils sont, par défaut, des activistes sur les questions du numérique dans leurs différents pays. Il faut noter que très peu de femmes font partie de ce réseau d'acteurs.

### ***La place privilégiée du numérique***

Les *fablabs* d'Afrique subsaharienne sont équipés de matériels numériques et technologiques mobilisant des logiciels *open source*. Il s'agit principalement de petits outillages, d'ordinateurs ou d'imprimantes simples. Les logiciels et matériels *open source* tels que Scratch et Arduino sont souvent mis à disposition (Fagbohoun 2016) (encadré 4.4). Les équipements plus conséquents, comme les imprimantes 3D, dépendent des financements disponibles.

## **ENCADRÉ 4.4**

### **La créativité numérique des *fablabs* africains**

Les *fablabs* africains utilisent comme leurs homologues occidentaux des matériels et logiciels *open source* et donc très peu chers, voire gratuits. Toutefois dans certains cas, la démarche est poussée encore plus loin en mobilisant ces équipements en vue de créer d'autres matériels numériques. Les microcontrôleurs Arduino (petits circuits imprimés en *open source* et peu coûteux, associés à un microcontrôleur, permettant de fabriquer des appareils interagissant avec leur environnement) sont largement utilisés. Par exemple, ce dispositif peut servir à contrôler à distance, *via* une application, un système d'irrigation des champs ou de surveillance du bétail. On trouve aussi des nano-ordinateurs Raspberry Pi (ordinateurs de la taille d'une carte de crédit et de très faible prix) utilisés dans l'agriculture, la santé, la domotique ou la communication (PiuZZi 2021). C'est dans les *fablabs* africains que sont nés également les ordinateurs Jerry, ordinateurs montés à partir d'objets informatiques récupérés et assemblés dans un bidon de 20 litres (*jerrycan*). Ils sont largement utilisés à destination des scolaires. Enfin, certains lieux comme le Woelab au Togo ont la possibilité, à partir d'une première imprimante 3D, de répliquer au moins la moitié des pièces d'une nouvelle imprimante 3D, afin de fournir ce type de matériel dans d'autres *fablabs* par exemple (projet Reprap – *Replication Rapid prototype*).

Les *fablabs* ayant reçu une aide extérieure dès le début sont souvent mieux équipés, mais restent rares. C'est le cas du *Fablab* Espace Créatif (Djibouti), créé en décembre 2019 : soutenu et financé par l'OIM, le *fablab* était équipé dès sa création de cinq imprimantes 3D, d'une grande fraiseuse, de six ordinateurs, d'un scanner 3D, d'un graveur et découpeur laser, d'un dremel et de consommables à utiliser en un an.

De manière générale, les *fabmanagers* doivent innover pour doter le lieu en matériels. Ils s'appuient sur des partenariats locaux ou internationaux pour récupérer du matériel dont les ressources serviront à créer de nouveaux ordinateurs (comme les ordinateurs Jerry installés ensuite dans les écoles). En ce sens, les *fablabs* mettent en œuvre des solutions créatives et frugales, peu onéreuses et faciles d'accès, fondées sur la récupération. Les illustrations sont nombreuses. Des entreprises françaises, dont la Société générale, fournissent par exemple au BabyLab en Côte d'Ivoire des déchets informatiques. Le BloLab au Bénin fait de même à partir de dons informatiques provenant d'organisations internationales. Le OuagaLab au Burkina Faso a bénéficié de matériels provenant de *fablabs* français (Artilect, Electrolab et le Labfab).

## La fabrique des villes africaines à l'épreuve des communs urbains

Les villes africaines se développent rapidement, souvent de manière informelle. Elles sont en quête de nouveaux modèles urbanistiques et de processus de fabrication qui soient propres à l'Afrique (Chenal 2015). Face à une telle tâche, il s'agit de comprendre comment fonctionne au quotidien la fabrication de la ville par ceux qui la vivent. Les initiatives décrites dans les sections précédentes laissent penser qu'il y a dans le domaine du développement urbain une voie vers des modes de valorisation et de gestion des ressources territoriales qui soient collectifs et participatifs. La place offerte aux habitants dans la fabrique des villes est un thème ancien. Notre contribution ici est d'analyser la manière dont les communs urbains, et les femmes et les hommes qui les créent et les font vivre, peuvent participer à un mode renouvelé de fabrique des villes en Afrique subsaharienne. Nous revenons dans cette dernière section à ce que les communs urbains produisent et les fonctions qu'ils remplissent puis aux stratégies qu'ils développent pour se maintenir dans la durée et se disséminer. Nous nous positionnons enfin dans une posture plus prospective en explorant deux figures possibles de la ville par les communs.

### Une plurifonctionnalité basée sur des approches pédagogiques innovantes

Tous les communs urbains que nous avons étudiés en Afrique subsaharienne portent des valeurs de durabilité écologique et sociale, ainsi que des valeurs liées à l'engagement pour les collectifs de proximité impliqués. Ils ont des positionnements essentiels d'intermédiation et connectent des personnes, des disciplines, des échelles et des univers variés. Ils assument aussi des démarches d'expérimentation et de prise de risque. Ils développent des pratiques pédagogiques innovantes

en s'appuyant sur des dynamiques d'intelligence collective. Cette montée en compétences permet aux collectifs de développer des solutions durables à des enjeux environnementaux et sociaux.

### ***Des pratiques pédagogiques innovantes...***

L'adage africain « il faut un village entier pour éduquer un enfant » témoigne du caractère commun attaché à l'éducation et à la formation des jeunes en Afrique. Les lieux hybrides africains mobilisent des modalités d'apprentissage à la fois non formelles (modalités non institutionnalisées, destinées à un public cible et mobilisant des outils *ad hoc* en fonction des besoins) et informelles (toutes les autres formes éducationnelles non institutionnalisées) (Andriantsimahavandy *et al.* 2020).

L'éducation informelle recouvre la dimension socioculturelle de la vie de l'enfant : « elle embrasse aussi bien la formation du caractère, le développement des aptitudes physiques, l'acquisition des qualités morales, l'acquisition des connaissances et des techniques nécessaires à la vie sous tous ses aspects » (Andriantsimahavandy *et al.* 2020). L'éducation informelle est également qualifiée de « traditionnelle » ou « d'originelle » (Ngakoutou 2004). L'éducation traditionnelle est l'une des caractéristiques du village africain et plus largement du monde rural. Le milieu urbain n'est pas propice à cette éducation traditionnelle par la communauté. Ce sont « deux genres de société, deux types de mode d'existence, de culture, et par conséquent d'homme. D'un côté, le village, le milieu rural, dans lequel la société est engendrée en même temps que les individus qui la composent. [...] De l'autre côté, la ville, le milieu urbain, dans laquelle la société est faite par des membres qui se sentent unis, non pas des liens naturels de parenté, mais par des liens artificiels de travail » (Elungu 1987, 124).

Les communs urbains cherchent à inventer de nouveaux modèles pédagogiques et éducationnels, réconciliant le milieu urbain avec les dimensions socioculturelles de l'éducation traditionnelle. Le WoeLab au Togo évoque de « nouveaux enclos d'initiation pour les jeunes »<sup>7</sup>. Ces postures pédagogiques sont, pour les fondateurs de tous ces lieux, nécessaires pour « doter les individus d'une capacité de résilience et de réinvention » face aux défis écologiques, sociaux, démographiques, démocratiques et économiques du continent (Andriantsimahavandy *et al.* 2020, 30).

Quatre catégories de compétences sont à acquérir (Andriantsimahavandy *et al.* 2020) : les compétences permettant la résolution de problème et la recherche de solutions, les compétences favorisant la créativité, les compétences permettant de travailler en coopération, et les compétences favorisant l'*empowerment*, le leadership et l'entrepreneuriat. C'est à travers des méthodes basées sur le « métissage » (Serres 1992), l'interdisciplinarité, l'hybridation des savoirs et l'horizontalité des échanges que les communs urbains développent ces compétences (encadré 4.5) auprès d'individus actifs et engagés dans des solutions locales de développement durable.

## ENCADRÉ 4.5

## Compétences et pratiques pédagogiques développées au sein des communs urbains africains

**Compétences permettant la résolution de problème et la recherche de solution :** À travers le prototypage de dessins (Fablab Espace Créatif de Djibouti) ou de visières sanitaires pendant la pandémie (Fablab Winam au Kenya, OuagaLab au Burkina Faso, BabyLab en Côte d'Ivoire, BloLab au Bénin), les *fablabs* mobilisent des méthodes de design *thinking* et de *design sprint* (Knapp, Zeratsky, et Kowitz 2017).

**Compétences favorisant la créativité** par l'élaboration de nouveaux imaginaires, récits et futurs souhaitables : Au Rwanda, l'Ishyo Arts Centre travaille sur les traumatismes liés au génocide des années 1990. Au Kenya, le KipajiLab réfléchit sur l'africanité et la décolonisation de l'Afrique. Au Nigeria, le GreenLab développe un récit autour des solutions locales et de l'indépendance aux produits importés ainsi que sur la capacité des jeunes à inventer et à développer des solutions innovantes par prototypage.

**Compétences permettant de travailler en coopération :** L'échange de savoirs multiples entre des personnes d'horizons divers et l'interdisciplinarité (Labrune 2018) sont au cœur des différents projets. L'Ishyo Arts Centre au Rwanda et Terra Alta au Ghana mobilisent monde du théâtre, de la musique, des contes ou encore de la photographie. La fondatrice de Terra Alta insiste sur la notion de « modularité » qui traverse le lieu et l'hybridité des espaces, des acteurs et des arts. Le Réseau francophone des *fablabs* d'Afrique de l'Ouest (ReFFAO) illustre cette volonté de coopération à une échelle régionale.

**Compétences favorisant l'empowerment, le leadership et l'entrepreneuriat :** Le développement de ces compétences est l'objectif premier de nombreux communs urbains. Des formations artistiques sont dispensées dans certains lieux : cours d'écriture de scénarios au KipajiLab au Kenya, sensibilisation et formation artistique au Terra Alta au Ghana. Le jardin solidaire de Kër Thiossane au Sénégal propose aux femmes des formations à la permaculture. L'acculturation au numérique à destination des jeunes des quartiers défavorisés est au centre des préoccupations des *fablabs* (Liotard 2020). De nombreux ateliers sont ainsi proposés aux enfants et adolescents, filles et garçons, sur le temps scolaire pour les initier à la programmation et à la réalisation d'objets connectés simples : Dekfo au Sénégal, OuagaLab au Burkina Faso (programme *Jerry school*), GreenLab au Nigeria (programmes « *One student, one Arduino* », « *Katrina Golden Book* » et « *Mickey Mickey* »). Le DoniLab au Mali, en collaboration avec l'Institut Mines Telecom de Paris, propose un MOOC « Comment programmer un objet avec Arduino ? », destiné notamment à la communauté étudiante de l'École supérieure d'architecture et d'urbanisme du Mali.

### ... Au service de fonctions environnementales et sociales affirmées

Les communs urbains sont au carrefour de plusieurs fonctions, combinant des activités à visée écologique et sociale et des activités pédagogiques ou de dissémination en lien avec l'objectif collectif poursuivi. D'un point de vue environnemental (encadré 4.6), les communs urbains africains peuvent avoir une visée écologique affirmée : recyclage, consommation et approvisionnement responsable, circuits courts, agriculture urbaine écoresponsable (permaculture, agriculture biologique). Ils sont l'un des éléments clés nécessaires au développement local durable d'un territoire (Mboa Nkoudou 2020). Ils s'inscrivent dans une logique d'urbanisme circulaire par l'intensification des usages collectifs des espaces urbanisés et la réhabilitation (terrains vagues, friches, déchetteries) ou recyclage (écoles, bâtiments publics) de lieux et infrastructures existants. Certains proposent des activités pour les porteurs et porteuses de projets engagées dans la transition écologique.

#### ENCADRÉ 4.6

### Fonctions environnementales des communs urbains africains

**Pratiques écoresponsables au sein des communs urbains :** Defko au Sénégal ouvre l'accès aux métiers de l'artisanat (métal, tissu, teinture ou peinture sur verre) à un *repair café* avec un objectif « d'obsolescence déprogrammée » (Goyon 2016). Dans les *fablabs*, les matériels *low cost* et le recyclage sont à l'origine de solutions techniques frugales et peu onéreuses. Les pratiques responsables (consommations limitées, recyclage) sont également au cœur des préoccupations des lieux hybrides culturels. Dans les cas du terrain de sport de Pikine Ouest ou du parcours sportif de Dassasgho à Ouagadougou, l'usage du béton est minimal, les mobiliers ont été réalisés par les artisans du quartier, les bancs à partir des troncs d'arbre présents sur le site. Ces terrains, délaissés des pouvoirs publics, sont aménagés par celles et ceux qui vivent dans le quartier à partir de matériel local ou recyclé. Il s'agit ici de promouvoir une économie circulaire, mais aussi de créer des espaces conviviaux avec peu de moyens.

**Soutien à des projets écoresponsables autour de l'agriculture urbaine :** Le jardin solidaire de Kër Thiossane au Sénégal dispense des formations aux pratiques de la permaculture. Le WoeLab au Togo développe le projet *Urbanattic* qui vise à transformer des dépotoirs sauvages en potagers pour y pratiquer une agriculture biologique, déployer des greniers urbains dans les *fablabs* de la ville et proposer une plateforme locale d'achat de produits biologiques.

Les effets sociaux des communs urbains (encadré 4.7) sont multiples (Gayet et Ung 2021) : sur les membres des communs (qu'ils relèvent du salariat, du bénévolat, du volontariat ou du contributif), mais également sur leurs parties prenantes externes directes ou indirectes de leur territoire d'action (bénéficiaires,

usagères et usagers, clientèles mixtes) et sur la société en général. Les communs sont d'abord porteurs de valeurs communes liées à l'engagement, l'intermédiation et la connexion des personnes, des disciplines, des échelles et des univers (Besson 2017). Ils développent des projets en réponse à des problèmes spécifiques de société : délinquance des jeunes, discrimination de genre, enjeux humanitaires, crise sanitaire. Dans le cas des *fablabs*, la création de communautés de pratiques permet également de « penser l'activité technique comme une activité sociale assurant la cohésion entre les individus » et donc de renforcer le tissu social local (Mboa Nkoudou 2020, 54). Certains projets visent des agriculteurs et des agricultrices ou des populations rurales et ont donc des effets sociaux au-delà des limites du quartier, voire de la ville.

#### ENCADRÉ 4.7

### Fonctions sociales des communs urbains africains

**Lutte contre la délinquance des jeunes** (Leyronas, Liotard, et Prié 2018) : Pour le fondateur du BabyLab en Côte d'Ivoire, le *fablab* un moyen d'occuper les jeunes en dehors des temps scolaires et de les encourager à imaginer, créer et produire. Le BabyLab cherche à transformer chaque individu en acteur du changement afin d'opérer une transformation sociale. Le fondateur du OuagaLab au Burkina Faso a également créé le *fablab* Mogtêdo afin de lutter spécifiquement contre la délinquance et l'orpaillage chez les jeunes.

**Lutte contre les discriminations de genre** : Stop VBG (Violences basées sur le genre) au sein du BloLab au Bénin est une application mobile de dénonciation des cas de violences basées sur le genre. Ce projet est développé grâce à la communauté *Imagination for People* (IP Bénin) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Defko au Sénégal et le BabyLab en Côte d'Ivoire orientent des actions spécifiquement vers les femmes, tout comme SahelFablab en Mauritanie, dont les managers sont des femmes. Le jardin solidaire de Kër Thioissane au Sénégal leur est exclusivement réservé.

**Visée humanitaire** : Le Fablab Espace Créatif de Djibouti s'est donné comme mission d'accueillir et de former les migrants issus d'Éthiopie, du Yémen et de Somalie. Les ateliers organisés sont centrés sur la dactylographie et la formation à l'utilisation d'un clavier.

**Solutions en période de crise sanitaire** : Plusieurs initiatives ont été lancées pendant la pandémie de COVID-19. Le ReFFAO, en association avec le Réseau français des *fablabs* et Réseau Bretagne solidaire, a lancé l'initiative « Makers Nord Sud contre le coronavirus » en 2020. Ce projet a permis d'équiper dix *fablabs* pour la création de visières de protection et de petits matériels de santé, voire de respirateurs artificiels. En Afrique de l'Est, des initiatives similaires se sont développées : le Fablab Espace Créatif de Djibouti a par exemple envoyé au Fablab Winam du Kenya les modèles des visières imprimées en 3D.

**Effets au-delà des limites de la ville** : Le BloLab au Bénin développe l'application numérique Ipatic dédiée aux agriculteurs. Elle permet la mise en relation des professionnels et propose un système d'irrigation des cultures automatique, contrôlé à distance.

(suite page suivante)

---

### Encadré 4.7 (suite)

Le BloLab a formé environ 250 agriculteurs. Au OuagaLab au Burkina Faso, les projets sont majoritairement tournés vers les agriculteurs : une éolienne *low cost* qui produit 1 kWh, une *open* station météo pour diffuser par messages textes les données climatiques de la ville et des zones agricoles (températures et taux d'humidité), une plateforme de valorisation et commercialisation des produits agricoles locaux, un kit permettant aux agriculteurs de communiquer entre eux sur les premiers signes d'attaque parasitaire. Le SahelFablab en Mauritanie a conçu et réalisé des fours solaires pour réduire la consommation de bois de chauffe en milieu rural, ou encore un projet d'irrigation automatique, contrôlé à partir d'une application mobile, avec système de goutte-à-goutte et de mesure de l'humidité du sol. Les initiatives culturelles nomades comme l'Ishyo Arts Centre au Rwanda se produisent parfois en dehors de la ville.

---

## Des modèles économiques fragiles et des stratégies de dissémination par essaimage

### *Des modèles économiques hybrides par nécessité*

Les modèles économiques des communs urbains africains restent fragiles et fluctuent rapidement. Aucun modèle type ne se dégage véritablement, mais on constate que les modèles d'affaire des communs urbains reposent sur des activités multiples, qui permettent de diversifier les sources de financement pour plus d'indépendance et moins de précarité (voir le modèle EnMarché défini au chapitre 1).

Beaucoup de personnes ayant fondé des lieux ont souhaité au départ laisser leur espace libre et gratuit pour tous et toutes. Mais rattrapées par la réalité économique, elles ont dû penser un modèle économique qui assure la pérennité des activités. Certains lieux ont bénéficié très tôt dans leur développement de financements par des organismes internationaux, notamment parce qu'ils ne recevaient pas de soutien de la part d'organismes locaux (Mboa Nkoudou 2020). Néanmoins, tous les lieux développent dans la durée des modèles hybrides. Adhésions, bénévolat, subventions, participation aux frais par des résidents (pour la location d'espace), revenus d'activités (restauration, bar), dons en monnaie ou en nature, prestations diverses (expertise, accompagnement de projets, éducation populaire), financement participatif et partenariats sont autant d'outils déployés pour équilibrer les budgets.

Les lieux ont été majoritairement fondés par des femmes et des hommes qui ont mobilisé au départ leurs fonds propres. Par exemple, c'est la vente des œuvres de la fondatrice de Terra Alta au Ghana qui a permis de financer une grande partie de l'aménagement de l'espace. Certains ont pu obtenir des aides financières (*via* des Fondations d'entreprises, des États ou des organisations internationales). Defko au Sénégal reste une exception : il a bénéficié, lors de sa création, de fonds de soutien versés par l'OIF pour l'achat de matériel puis

une aide de la Fondation Orange en faveur de son programme de formation à destination des enfants. De la même manière Fablab Espace Créatif à Djibouti a été dès l'origine un projet soutenu par l'OIM. Pour sa part, le BabyLab en Côte d'Ivoire a bénéficié de soutiens financiers au fur et à mesure du développement de son activité, et notamment une aide financière de la Fondation Orange Solidaire et un financement *via* le gouvernement français. Côté lieux hybrides culturels, le KipajiLab au Kenya a bénéficié d'un soutien financier de l'ONG Zuri Works.

De nombreux communs urbains africains ont levé des fonds *via* du crowdfunding (BabyLab en Côte d'Ivoire, OuagaLab au Burkina Faso, BloLab au Bénin et Terra Alta au Ghana). Certains ont bénéficié de bourses (Winam au Kenya) ou de prix scientifiques (BabyLab en Côte d'Ivoire). Les *fablabs* proposent une adhésion à leurs membres, qui reste très faible. L'Ishyo Arts Centre impose aux artistes de reverser au centre un tiers de leur chiffre d'affaires lié à la vente de leurs œuvres dans le lieu. Certaines activités et services proposés sont payants. Les *fablabs* proposent par exemple des formations gratuites à la fabrication numérique, mais également payantes *via* des partenariats noués soit avec des écoles ou des universités, soit avec des incubateurs. Par exemple, le BabyLab en Côte d'Ivoire propose ses services à l'incubateur Incub'Ivoir et Defko à l'incubateur sénégalais Cetim. Certains lieux hybrides louent une partie de leur espace pour des besoins privés. Le Terra Alta au Ghana propose un système original basé sur une contribution par crédit cumulable en temps à la vie du lieu (ménage, garde d'enfants, sensibilisation et enseignement de l'art) en échange de l'utilisation des salles de répétition. Certains lieux enfin proposent des espaces incubateurs qui leur assure des revenus : le WoeLab comprend aujourd'hui neuf *start-ups* appartenant à la communauté sous la bannière de Silicon Village et dont les jeunes sont cosociétaires et le KipajiLab au Kenya dispose d'un espace incubateur permettant de rémunérer en partie les artistes.

Les communs urbains présentent des modèles économiques majoritairement précaires, mais ils s'adaptent aux territoires sur lesquels ils se développent, notamment aux législations des pays ne proposant pas encore de statut spécifique ou approprié. Leur domaine d'action est primordial.

### **Stratégies de dissémination : bourgeonnement et essaimage**

La personnalité de la personne ayant fondé le *fablab* et ses connexions avec le milieu académique et économique (national et international) constituent des atouts majeurs dans la pérennité du lieu. La connaissance de ce milieu, les échanges lors de rencontres et colloques, les déplacements à l'étranger sont essentiels à la constitution de réseaux et de liens avec les canaux de financement potentiels. Le GreenLab au Nigéria est à ce titre révélateur : son fondateur est nigérian, vit en Allemagne et travaille au sein d'un *fablab* allemand. Il est lui-même chercheur sur les questions d'innovation et le fonctionnement des *fablabs* africains et bénéficie donc de ce réseau de connaissances.

L'appartenance à un réseau régional, voire international, est évoquée comme une nécessité : ce réseau assure à la fois les fonctions de communauté apprenante et de vecteur de dissémination. Les travaux réalisés par Kebir et Wallet montrent que la finalité et l'arsenal symbolique (la narration accompagnant ces projets) sont déterminants dans les dynamiques de dissémination et de reproduction de ces communautés. L'auteur et les autrices identifient deux voies de dissémination : par « bourgeonnement » ou par « ruche » (Kebir et Wallet 2021).

La dissémination par bourgeonnement repose sur une association mère qui appuie la création d'initiatives mettant en œuvre son objectif et qui aide en ce sens à la structuration d'un collectif. Son objectif n'est pas de s'étendre et de gérer une multitude de sites, mais de disséminer, reproduire et répliquer son concept, son approche à travers le territoire. Au Rwanda, l'Ishyo Arts Centre, premier centre culturel, a inspiré quinze lieux similaires.

La dynamique de la ruche (ou dynamique réticulaire) est différente. L'association mère développe un projet qui se cristallise autour d'un lieu où elle déploie son activité. Cette structure est unique et n'a pas vocation à être reproduite ni répliquée, mais toute personne souhaitant développer une démarche de ce type peut venir s'y inspirer. La dissémination se fait par des individus qui, à un certain moment, peuvent quitter la structure (la ruche) pour poursuivre leurs activités et fonder à leur tour une colonie indépendante de la structure mère.

### **« Ville collaborative » ou « ville investie » : deux figures possibles de la ville africaine**

Dans des contextes où les autorités locales peinent à trouver des solutions, face aux enjeux auxquels sont confrontées les villes et plus largement les territoires urbains, le dynamisme des initiatives liées aux communs et la créativité des solutions mises en place sont autant de raisons pouvant amener les acteurs publics à s'y intéresser.

Il existe une mosaïque de situations et de rapports de ces communs urbains africains avec les dispositifs d'intervention publique. Si certaines dynamiques de communs s'insèrent dans des projets plus vastes portés par les collectivités, d'autres restent des niches d'expérimentations sociales. Kebir et Wallet proposent trois figures de la ville par les communs : la « ville augmentée », la « ville contestée » et la « ville réinvestie » (Kebir et Wallet 2021). Dans les contextes que nous avons étudiés, nous en proposons deux : la « ville collaborative » et la « ville investie ».

La première figure est une « ville collaborative » avec les communs urbains. Dans cette configuration, les communs urbains africains constituent des îlots qui émergent pour répondre à des enjeux de bien-être (accès à des ressources, à de nouveaux services de proximité, à l'éducation, à la culture). Cette figure repose sur le maintien dans la durée de ces initiatives et leur capacité à transformer la démarche expérimentale initiale en démarche pérenne. Il arrive que

les collectivités locales apportent un soutien bienveillant envers ces initiatives. Le dynamisme généré autour du Jardin solidaire de Kër Thiossane au Sénégal par exemple a incité la mairie à installer un éclairage public autour du lieu. Les autorités publiques peuvent au contraire faire preuve d'inaction, voire de stratégies ne permettant pas aux communs urbains de se maintenir. Les communs restent une soupape du modèle économique dominant, un espace refuge pour ceux qui sont exclus du cœur de ce modèle, tout en étant cantonnés dans les marges du système. La juxtaposition de ces dispositifs (intervention publique d'une part et communs urbains d'autre part) ne peut manquer d'avoir des effets sur les configurations spatiales des villes africaines qui sont « atomisées, fragmentées en plusieurs sous-espaces identifiables par leur fonctionnalité » (Mayer et Soumahoro 2014).

La seconde figure est une « ville investie » par les communs urbains. Elle se caractérise par des initiatives qui se créent dans les interstices de la politique de la ville, en lien étroit avec les collectivités locales, voire à l'initiative de ces dernières (encadré 4.8). C'est une figure de la ville basée sur l'hybridation des approches de communs avec les dispositifs d'intervention publique. En portant une attention renforcée aux dispositifs collectifs de création et de gestion des ressources urbaines, les communs viennent enrichir le projet urbain public par la recherche d'un surcroît d'inclusion, d'équité et de démocratie délibérative. Certains communs urbains (Ishyo Arts Centre au Rwanda, WoeLab au Togo, association Assalamalekoum en Mauritanie) se revendiquent de cette démarche et mettent en avant le caractère inspirant de leur initiative. En ce sens, les processus associés aux communs complètent ceux décrits par la littérature sur le développement territorial en ajoutant aux dimensions économiques, des dimensions liées aux enjeux sociétaux (transition écologique, éducation, bien-être, égalité de genre) et environnementaux (recyclage, frugalité).

#### ENCADRÉ 4.8

### Les pépinières urbaines – De l'urbanisme temporaire à l'urbanisme transitoire

Pour contribuer à la participation des riverains au développement de leur ville et de leurs quartiers, et pour rendre cette intention rapidement visible, l'Agence française de développement (AFD) a mis en place à partir de 2018 un dispositif appelé « Pépinières urbaines »<sup>a</sup> (Besson 2022). Il s'agit, en complémentarité des logiques planificatrices à cinq ou dix ans et de l'appui à leur mise en œuvre, d'expérimenter et d'accompagner de nouvelles modalités de la fabrique urbaine. Associant les collectivités, les maîtres d'ouvrages de grands projets urbains et les acteurs de la société civile, l'objectif est de contribuer à l'émergence de nouveaux modes de faire autour de la réalisation de micro-projets.

(suite page suivante)

---

## Encadré 4.8 (suite)

La nature des réalisations possibles est très ouverte, fruit d'échanges entre les femmes et les hommes en tant que riverains et usagers, les maîtres d'ouvrages, et avec l'accompagnement d'organismes qui se spécialisent dans ces démarches (comme le Gret, urbaSEN, urbaMonde et Cabanon Vertical). Les pépinières sont présentées comme des laboratoires d'initiatives citoyennes, accompagnant les parties prenantes de la ville dans la co-conception et la co-construction de micro-actions innovantes et participatives d'aménagement ou d'activation de l'espace public.

Début 2022, des pépinières se déploient au Burkina Faso, dans deux centralités de Ouagadougou (Tampouy et Grand Est) qui accueilleront à terme un programme d'infrastructures plus large (au titre du Projet de Développement durable de Ouagadougou mis en œuvre par la mairie et financé par l'AFD pour sa deuxième phase), ainsi qu'à Dakar autour des futurs équipements de transport collectif, en Tunisie dans des quartiers bénéficiant des Programmes nationaux de réhabilitation et d'intégration des quartiers d'habitat précaire, et à Abidjan dans des quartiers défavorisés bénéficiant du Projet d'Amélioration des Quartiers Restructurés d'Abidjan porté par le ministère en charge de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU) de Côte d'Ivoire. Les micro-actions co-conçues par les usagers et les organisations de la société civile recouvrent des aménagements temporaires de sites (parcours sportifs, haltes voyageurs de transport publics, giratoires), des équipements comme une radio mobile, des lieux de rencontre et de création, ainsi que des animations (tournois sportifs par exemple).

Le dispositif est inspiré de mouvements urbanistiques que l'on retrouve sous les termes d'urbanisme transitoire ou temporaire et plus largement de co-urbanisme<sup>b</sup>. Il fait l'objet d'un suivi évaluation scientifique<sup>c</sup> qui permet de contribuer à analyser les apports ou à soulever les questions posées par cette forme de « Lab urbain ». Il en ressort que, sur les premiers sites, les micro-actions des pépinières contribuent de façon déterminante à l'amélioration des usages et du cadre de vie des sites sélectionnés. La mise en œuvre d'une démarche d'urbanisme participatif est fortement reconnue et appréciée. Elles contribuent aussi et essentiellement à des innovations organisationnelles, davantage horizontales, avec des outils de communication et de médiation performants entre autorités publiques, associations et communautés citoyennes. Les processus coopératifs sont ainsi stimulés et le regard sur les modes de gestion et de la fabrique urbaine change.

Pour autant, et malgré des débuts de dissémination par essai-erreur, leur impact sur l'économie locale ainsi que sur la transformation de la planification urbaine reste limité et les pépinières urbaines font face à un ensemble de dilemmes encore non résolus (Besson 2022). Un nécessaire élargissement du dialogue, de la sensibilisation des institutions, et du champ d'application des pépinières serait sans doute nécessaire. Ainsi, les pépinières évolueraient des catégories de l'urbanisme tactique et temporaire à ceux plus structurants de l'urbanisme transitoire et transitionnel<sup>d</sup>.

---

a. <https://pepinieres-urbaines.org/>

b. Rapport Atelier étudiants de l'École d'urbanisme de Paris : Co-urbanismes ([pepurbaeup.wixsite.com](http://pepurbaeup.wixsite.com))

c. Raphaël Besson (Villes Innovations, PACTE-CNRS), avec l'accompagnement scientifique d'Armelle Choplin (Université de Genève) et de Jérôme Lombard (IRD).

d. Pour les définitions, voir Besson 2018.

---

## Conclusion

En Europe ou en Amérique du Nord, les communs urbains sont bien connus : face aux limites du néolibéralisme et à ses dérives, des individus et des communautés citoyennes s'engagent dans des initiatives multiples, testent de nouveaux modèles de coopération, inventent de nouveaux récits, se mobilisent au sein de communautés et réseaux plus larges. Beaucoup se disent appartenir à un « mouvement » : mouvement des *fablabs*, mouvement des tiers lieux, mouvement des communs.

La réalité africaine est autre. Les communs urbains émergent en Afrique subsaharienne de manière isolée, au mieux sur un mode archipélique, comme en témoignent les liens entre les *fablabs* d'Afrique de l'Ouest. Ils répondent à des besoins essentiels, aujourd'hui non pourvus ni par les autorités publiques ni par le marché, avec, en toile de fond, une préoccupation de refonder des liens sociaux distendus. Ils sont le support de formes et de modalités originales d'entrepreneuriat en commun (œuvres ou projets collectifs), basées sur le partage des moyens et des ressources et des objectifs de satisfaction des besoins sans recherche de profit (voir chapitre 1). Les communs urbains africains font émerger de nouveaux dilemmes (Besson 2022), ceux liés au passage à l'échelle de ces initiatives, aux modèles de financement, au rôle du « citoyen-usager », à la temporalité des projets portés, à leur insertion dans des économies urbaines très localisées, aux modalités de coopération entre eux. Les appréhender sous un prisme homogène serait une erreur. Leur diversité, dans leur objet, leurs modalités, leurs motivations, leurs modèles économiques, est très large. Les raisons de s'engager dans des communs urbains sont également diverses : pragmatiques, personnelles, professionnelles, parfois politiques et idéologiques. Les lieux hybrides culturels et les *fablabs* africains s'inscrivent donc dans des trajectoires multiples : les *fablabs* en Afrique de l'Ouest par exemple affichent des vocations sociétales tandis que certains *fablabs* d'Afrique de l'Est ont pour ambition de devenir à terme des incubateurs de *start-ups*.

On peut ainsi s'interroger sur le potentiel de ces communs urbains africains à répondre dans la durée aux besoins qui ont motivé leur émergence et à participer au renouvellement des politiques urbaines. Leur fragilité est évidente : leurs modèles économiques restent précaires, les dynamiques collectives fragiles, les reconnaissances institutionnelles insuffisantes. Néanmoins, ils sont aujourd'hui des acteurs de plus en plus nombreux et essentiels pour les populations. Leurs expérimentations peuvent activer l'imaginaire vis-à-vis d'avenirs alternatifs (Graeber 2004). Il conviendra alors de s'interroger sur l'opportunité de penser de nouveaux modes de fabrique et de gestion urbaine à travers un soutien à ces dynamiques, en se tenant à l'écart de la tentation de les normaliser.

## Notes

1. Nous adoptons pour ce chapitre une démarche non systématique de langage inclusif. Nous mentionnons dans la mesure du possible le masculin et le féminin à la première apparition du mot et conservons la forme masculine pour le reste du texte, étant entendu que cette forme recouvrira le masculin et le féminin sauf mention expresse. Pour les accords, sera adoptée la règle de proximité qui consiste à accorder les mots avec le terme le plus rapproché.
2. Contraction de *Fabrication Laboratory*.
3. <https://blogs.worldbank.org/education/why-sports-and-development-go-hand-hand>
4. Sport et développement en Afrique : quel rôle pour le secteur public ? - Sport en Commun
5. Article de *Libération*, 2018, entretien avec la fondatrice de l'Ishyo Arts Centre : Carole Karemera, j'irai le dire chez vous – *Libération* ([liberation.fr](http://liberation.fr))
6. Article de *Libération*, 2018, Carole Karemera, *ibid.*
7. *Les fablab* au cœur des défis numériques en Afrique ([theconversation.com](http://theconversation.com))

## Bibliographie

- Abreha, Kaleb G., Woubet Kassa, Emmanuel K. K. Lartey, Taye A. Mengistae, Solomon Owusu, et Albert G. Zeufack. 2022. *L'industrialisation en Afrique subsaharienne : Saisir les opportunités offertes par les chaînes de valeur mondiales*. L'Afrique en développement. Washington, DC: La Banque mondiale. <https://www.afd.fr/fr/ressources/industrialisation-en-afrique-subsaharienne>.
- Andriantsimahavandy, Sylvia, Raphaël Besson, Laëtitia Manach, et Stéphane Natkin. 2020. « Comprendre la dynamique des écosystèmes apprenants en Afrique ». <https://www.afd.fr/fr/ressources/comprendre-la-dynamique-des-ecosystemes-apprenants-en-afrique>.
- Balandier, Georges. 1958. « Structures sociales traditionnelles et problèmes du développement ». *Présence Africaine* 194 (2): 131-55. <https://doi.org/10.3917/presa.194.013-1>.
- Berrebi-Hoffmann, Isabelle, Marie-Christine Bureau, et Michel Lallement. 2018. *Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social*. Paris: Seuil.
- Besson, Raphaël. 2017. « Rôle et limites des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines ». *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, n° 34 (mars). <https://doi.org/10.4000/tem.4184>.
- . 2018. « Pour des espaces transitionnels ». *Lieux infinis*. Construire des bâtiments ou des lieux ? Ministère de la culture.
- . 2022. « Les dilemmes de l'urbanisme tactique à la lumière de l'évaluation des Pépinières urbaines de l'Agence Française de Développement ». *L'Espace Politique*, n° 46.
- . à paraître. « Les Lieux culturels hybrides africains et les Tiers Lieux culturels français. Quelles caractéristiques communes et perspectives de coopération ? » In *Les Tiers Lieux culturels*. Collection Communication et Civilisation. L'Harmattan.
- Blandin, Marie-Christine, Catherine Morin-Desailly, Sylvie Robert, Catherine Tasca, Lisa Pignot, et Jean-Pierre Saez. 2017. « Les droits culturels consacrés par la loi : et après ? » *L'Observatoire* 49 (1): 9-14.

- Bollier, David, et Silke Helfrich. 2015. *Patterns of Commoning*. The Common Strategies Group.
- Bottollier-Depois, François, Bertrand Dalle, Fabien Eychenne, Anne Jacquelin, Daniel Kaplan, Jean Nelson, et Véronique Routin. 2014. « État des lieux et typologie des ateliers de fabrication numérique ». Rapport d'étude. Ministère de l'économie. <http://www.newpic.fr/doc/dge-etat-des-lieux-fablabs-2014.pdf>.
- Bouvier-Patron, Paul. 2015. « FabLab et extension de la forme réseau : vers une nouvelle dynamique industrielle ? » *Innovations* 47 (2): 165-88. <https://doi.org/10.3917/inno.047.0165>.
- Browder, Russell E., Howard Aldrich, et Steven Walter Bradley. 2017. « Entrepreneurship Research, Makers, and the Maker Movement ». *Academy of Management Proceedings* 2017 (1): 14361. <https://doi.org/10.5465/AMBPP.2017.14361abstract>.
- Capdevila, Ignasi. 2016. « Une typologie d'espaces ouverts d'innovation basée sur les différents modes d'innovation et motivations à la participation ». *Gestion* 2000 33 (4): 93-115. <https://doi.org/10.3917/g2000.333.0093>.
- Chenal, Jérôme. 2015. « Les villes africaines en quête de nouveaux modèles urbanistiques ». *Métropolitiques*, avril. <https://metropolitiques.eu/Les-villes-africaines-en-quete-de.html>.
- Cléré, Alexis. 2018. « Makerspace à Nairobi. Éléments de changements socio-économiques associés à une meso-fabrication numérique distribuée en Afrique urbaine contemporaine. Une étude du cas du Makerspace GearBox à Nairobi. » Mémoire de master, Aix-Marseille Université.
- Colleta, Nat, et Michelle Cullen. 2000. *Violent conflict and the transformation of social capital: Lessons from Cambodia, Rwanda, Guatemala and Somalia*. The World Bank.
- Commission européenne, et Enabel. 2021. « La culture et la créativité pour l'avenir des villes ». [https://www.enabel.be/sites/default/files/culture\\_and\\_creativity\\_for\\_the\\_future\\_of\\_cities\\_fr\\_pdf.pdf](https://www.enabel.be/sites/default/files/culture_and_creativity_for_the_future_of_cities_fr_pdf.pdf).
- Cornélis, Tamara. 2020. « Espace public, espace commun, tiers-lieu : clarification conceptuelle et approche empirique ». Université catholique de Louvain.
- Cousin, Philippe, Charlotte Dupont, Sabrina Fatnassi, Congduc Pham, Ousmane Thiare, Amos Wussah, et Senname Koffi. 2017. « IoT, an affordable technology to empower Africans addressing needs in Africa ». In *IST-Africa Week Conference (IST-Africa)*, 1-8. Windhoek, Namibia. <https://doi.org/10.23919/ISTAFRICA.2017.8102347>.
- Cunningham, Paul, et Miriam Cunningham. 2016. « Report on Innovation Spaces and Living Labs in IST-Africa Partner Countries ». 2. IST@frica.
- Dahou, Tarik. 2005. « L'espace public face aux apories des études africaines ». *Cahiers d'études africaines* 45 (178): 327-49. <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.5412>.
- Davies, Julia, Corrie Hannah, Zack Guido, Andrew Zimmer, Laura McCann, Jane Battersby, et Tom Evans. 2021. « Barriers to Urban Agriculture in Sub-Saharan Africa ». *Food Policy, Urban food policies for a sustainable and just future*, 103 (5): 101999. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101999>.
- De Beer, Jeremy, Paula Millar, Jacqueline Mwangi, Victor Nzomo, et Isaac Rutenberg. 2017. « A Framework for Assessing Technology Hubs in Africa ». *NYU Journal of Intellectual Property and Entertainment Law* 6 (janvier): 237.

- Dewey, John. 2010. *L'art comme expérience*. Folio essais 534. Gallimard. <https://bibliotheques.paris.fr/2020/doc/SYRACUSE/39450/l-art-comme-experience>.
- Dodman, David, Bronwyn Hayward, et Mark Pelling. 2021. « Chapter 6: Cities, Settlements and Key Infrastructure Supplementary Material ». IPCC WGII Assessment Report. IPCC.
- Durang, Xavier. 2000. « La ville africaine : entre espaces privatifs partagés et improbable espace public ». In *Globalité et différenciations culturelles*. Nanterre.
- Elungu, Pea. 1987. *Tradition africaine et rationalité moderne*. L'Harmattan.
- Eychenne, Fabien. 2012. « Tour d'horizon des Fab Labs ». FING. <https://fing.org/publications/tour-d-horizon-des-fab-labs.html>.
- Fabbri, Julie. 2016. « Les espaces de coworking : ni tiers-lieux, ni incubateurs, ni Fab Labs ». *Entreprendre Innover* 31 (4): 8-16.
- Fagbohoun, Sandra. 2016. « Innovation frugale, effectuation et *fablabs* : Des pratiques à croiser pour penser l'innovation différemment ». *Innovations* 51 (septembre): 27-46. <https://doi.org/10.3917/inno.051.0027>.
- Festa, Daniela. 2016. « Les communs urbains. L'invention du commun ». *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 16: 233-56. <https://doi.org/10.4000/traces.6636>.
- Fonda, Carlo, et Enrique Canessa. 2016. « Making Ideas at Scientific Fabrication Laboratories ». *Physics Education* 51. <https://doi.org/10.1088/0031-9120/51/6/065016>.
- Fourchard, Laurent. 2018. *Trier, exclure et policer : Vies urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria*. Presses de SciencesPo. <https://doi.org/10.3917/scpo.fourc.2018.01>.
- Gandini, Alessandro. 2015. « The Rise of Coworking Spaces: A Literature Review ». *Ephemera, Theory & Politics in Organization*. <http://www.ephemerajournal.org/contribution/rise-coworking-spaces-literature-review>.
- Garroway, Christopher. 2011. « Measuring Cross-Country Differences in Social Cohesion ». OECD Working Paper. <https://www.semanticscholar.org/paper/1-Measuring-cross-country-differences-in-social-Garroway/8ecde966d183a8708dde6737159a119bbe10898c>.
- Gayet, Laure, et Kelly Ung. 2021. « Pour un urbanisme relationnel. Analyse des impacts sociaux et urbains de l'urbanisme transitoire ». PUCA. <http://www.ecoquartiers.logement.gouv.fr/assets/articles/documents/pour-un-urbanisme-relationnel-analyse-des-impacts-sociaux-et-urbains-de-l-urbanisme-transitoire.pdf>.
- Gervais-Lambony, Philippe. 2001. « La citoyenneté, un arbre dans la forêt ou comment un mot peut en cacher d'autres... ». *Vocabulaire de la ville*, Editions du temps, 92-108.
- Goffman, Erving. 2008. *Behavior in Public Places. Notes on the Social Organization of Gatherings*. Études sociologiques. New York: The Free Press.
- Goyon, Marie. 2016. « L'obsolescence déprogrammée : prendre le parti des choses pour prendre le parti des hommes. *Fablabs*, makers et repair cafés ». *Techniques & culture*, octobre. <https://doi.org/10.4000/tc.7981>.
- Graeber, David. 2004. *Fragments of an Anarchist Anthropology*. Prickly Paradigm Press 14. Chicago: University of Chicago Press.
- Guillon, Vincent, et Jean-Pierre Saez. 2019. « L'intercommunalité réinvente-t-elle (enfin) les politiques culturelles ? » *L'Observatoire* 54 (2): 15-17.

- Habermas, Jürgen. 1962. *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris: Payot, 1993.
- Harvey, David. 2012. *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. London: Verso Press.
- Hess, Charlotte. 2009. « Mapping the New Commons ». SSRN Electronic Journal. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1356835>.
- Joseph, Isaac. 1998. *La ville sans qualités*. Éditions de l'aube.
- Kebir, Leïla, et Frédéric Wallet. 2021. « Les communs à l'épreuve du projet urbain et de l'initiative citoyenne ». Collection Réflexions en partage. PUCA. [http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/les\\_communs\\_copie1905typookweb.pdf](http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/les_communs_copie1905typookweb.pdf).
- Kip, Markus. 2015. « Moving Beyond the City: Conceptualizing Urban Commons from a Critical Urban Studies Perspective ». In *Urban Commons: Moving Beyond State and Market*, édité par Mary Dellenbaugh, Markus Kip, Majken Bienjok, Agnes Müller, et Martin Schwegmann, 42-59. Berlin, Munich, Boston: Birkhäuser. <https://doi.org/10.1515/9783038214953-003>.
- Knapp, Jake, John Zeratsky, et Braden Kowitz. 2017. *Sprint - Résoudre les problèmes et trouver de nouvelles idées en cinq jours*. Eyrolles. <https://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/sprint-9782212566062/>.
- Labrune, Jean-Baptiste. 2018. « Tiers-Lieux Apprenants ». *Medium* (blog). 16 octobre 2018. <https://medium.com/@jeanbaptiste/nouveaux-lieux-apprenants-322ecffc35b2>.
- Lefebvre, Henri. 1968. *Le droit à la ville*. Editions Anthropos. Points. Paris: Seuil. [https://www.persee.fr/doc/homso\\_0018-4306\\_1967\\_num\\_6\\_1\\_1063](https://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1967_num_6_1_1063).
- Leimdorfer, François. 1999. « The Stakes and Imaginary of Public Space in Abidjan ». *Politique africaine* 74 (2): 51-75.
- Leyronas, Stéphanie, Isabelle Liotard, et Gwenaël Prié. 2018. « Des communs informationnels aux communs éducationnels : les *fablabs* en Afrique francophone ». <https://encommuns.com>, mai. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03407669/document>.
- Liotard, Isabelle. 2020. « Les *fablabs*, ateliers au cœur de la ville : les spécificités des lieux d'Afrique francophone ». *Innovations* 61 (1): 117-39.
- Lô, Amadou. 2017. « Un FabLab d'entreprise pour favoriser l'ambidextrie des salariés : Étude de cas chez Renault ». *Revue Française de Gestion* 43 (avril): 81-99. <https://doi.org/10.3166/rfg.2017.00113>.
- Lofland, Professor Lyn H. 1998. *The Public Realm: Exploring the City's Quintessential Social Territory*. Transaction Pub.
- Lussault, Michel, et Jacques Lévy. 2013. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin. Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.
- Mayer, Raoul Etongué, et Moustapha Soumahoro. 2014. « Espaces urbains africains subsahariens, changements et conflits spatiaux ». *Revue canadienne de géographie tropicale/Canadian journal of tropical geography*. <http://www3.laurentian.ca/rcgt-cjtg/volume1-numero1/espaces-urbains-africains-sub-sahariens-changements-et-conflits-spatiaux/>.
- Mboa Nkoudou, Thomas Hervé. 2017. « Benefits and the hidden face of the maker movement: Thoughts on its appropriation in African context ». *Liinc em Revista* 13 (juin). <https://doi.org/10.18617/liinc.v13i1.3774>.

- . 2020. « Les makerspaces en Afrique francophone, entre développement local durable et technocolonialité: Trois études de cas au Burkina Faso, au Cameroun et au Sénégal ». Thèse de doctorat, Université de Laval.
- Merindol, Valerie, Nadège Bouquin, David Versailles, Ignasi Capdevila, Nicolas Aubouin, ALEXandra Lechaffotec, Alexis Chiovetta, et Thomas Voisin. 2016. *Le livre blanc des open labs : Quelles pratiques ? Quels changements en France*. ANRT. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.27107.96806>.
- Morel, Laure, et Serge Le Roux. 2016. *Fab Labs : l'usager-innovateur*. ISTE Editions. Smart Innovation. Londres.
- Mortara, Letizia, et Nicolas Parisot. 2016. « How do Fab-Spaces Enable Entrepreneurship? Case Studies of “Makers” Entrepreneurs ». *Journal of Manufacturing Technology Management*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2519455>.
- Navez-Bouchanine, Françoise. 2002. *La Fragmentation En Question : Des Villes Entre Fragmentation Spatiale et Fragmentation Sociale ?* L'Harmattan. Paris. [https://www.semanticscholar.org/paper/Fran%C3%A7oise-Navez-Bouchanine-\(dir.\)-La-fragmentation-Michel/a517da63f7dec85df4e80e6f246b43a61591bed4](https://www.semanticscholar.org/paper/Fran%C3%A7oise-Navez-Bouchanine-(dir.)-La-fragmentation-Michel/a517da63f7dec85df4e80e6f246b43a61591bed4).
- Ngakoutou, Timothée. 2004. *L'éducation africaine demain : continuité ou rupture ?* Éditions L'Harmattan.
- Ninot, Olivier, et Elisabeth Peyroux. 2018. « Révolution numérique et développement en Afrique : une trajectoire singulière ». *Questions Internationales*, n° 90 (mars).
- OCDE, BAD, et CEA. 2022. « Africa's Urbanisation Dynamics 2022: The Economic Power of Africa's Cities ». *West African Studies*. Paris: OCDE. [https://read.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-urbanisation-dynamics-2022\\_3834ed5b-en](https://read.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-urbanisation-dynamics-2022_3834ed5b-en).
- OCDE, et CSAO. 2020. « Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020. Africapolis, une nouvelle géographie urbaine ». *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*. OCDE/CSAO. [https://read.oecd-ilibrary.org/development/dynamiques-de-l-urbanisation-africaine-2020\\_481c7f49-fr#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/development/dynamiques-de-l-urbanisation-africaine-2020_481c7f49-fr#page1).
- OIF et Idest. 2016. « Rapport 2016. La Francophonie numérique ».
- Oldenburg, Ray. 1989. *The Great Good Place: Cafés, Coffee Shops, Community Centers, Beauty Parlors, General Stores, Bars, Hangouts, and How They Get You Through the Day*. Paragon House.
- ONU. 2019. *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision*.
- ONU-Habitat. 2015. « Informal settlements ». *Issue Papers*. Habitat III. [https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/Habitat-III-Issue-Paper-22\\_Informal-Settlements-2.0%20%282%29.pdf](https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/Habitat-III-Issue-Paper-22_Informal-Settlements-2.0%20%282%29.pdf).
- Ostrom, Elinor. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Political Economy of Institutions and Decisions. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511807763>.
- Piller, Frank, Christian Weller, et Robin Kleer. 2015. « Business Models with Additive Manufacturing: Opportunities and Challenges from the Perspective of Economics and Management ». *In Advances in production technology*, 39-48. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-12304-2\\_4](https://doi.org/10.1007/978-3-319-12304-2_4).
- Piuzzi, François. 2021. « Les Fab Labs et « ateliers numériques » en France ». *Reflets de la physique*, n° 68 (mars): 32-36. <https://doi.org/10.1051/refdp/202168032>.

- Rayna, Thierry, et Ludmila Striukova. 2021. « Assessing the effect of 3D printing technologies on entrepreneurship: An exploratory study ». *Technological Forecasting and Social Change* 164 (C). [https://econpapers.repec.org/article/eeetefoso/v\\_3a164\\_3ay\\_3a2021\\_3ai\\_3ac\\_3as0040162520313093.htm](https://econpapers.repec.org/article/eeetefoso/v_3a164_3ay_3a2021_3ai_3ac_3as0040162520313093.htm).
- Rodotà, Stefano. 2016. « Vers les biens communs. Souveraineté et propriété au XXIe siècle ». Traduit par Guillaume Calafat. Tracés. *Revue de Sciences humaines*, n° #16 (octobre): 211-32. <https://doi.org/10.4000/traces.6632>.
- Rumpala, Yannick. 2014. « Fab labs », « makerspaces » : entre innovation et émancipation ? » *Revue internationale de l'économie sociale*, septembre. <https://doi.org/10.7202/1027278ar>.
- Rutt, Rebecca L. 2007. « Community-Based Urban Agriculture in Two East African Capitals ». *Urban Agriculture Magazine*, n° 18 (juillet).
- Schlimmer, Sina. 2022. « Gouverner les villes africaines. Panorama des enjeux et perspectives ». Études de l'Ifri. IFRI.
- Secchi, Bernardo. 2006. *Première leçon d'urbanisme*. Parenthèses Éditions.
- Serres, Michel. 1992. *Le tiers-instruit*. Gallimard.
- Stacey, Michael. 2014. « The FAB LAB Network: A Global Platform for Digital Invention, Education and Entrepreneurship ». *Innovations: Technology, Governance, Globalization* 9 (janvier): 221-38. [https://doi.org/10.1162/inov\\_a\\_00211](https://doi.org/10.1162/inov_a_00211).
- Steck, Jean-Fabien. 2006. « Qu'est-ce que la transition urbaine ? Croissance urbaine, croissance des villes, croissance des besoins à travers l'exemple africain ». *Revue d'économie financière* 86 (janvier): 267-83. <https://doi.org/10.3406/ecofi.2006.4212>.
- Susser, Ida, et Stéphane Tonnelat. 2013. « Transformative Cities: The Three Urban Commons ». *Focaal* 2013 (66): 105-21. <https://doi.org/10.3167/fcl.2013.660110>.
- Zask, Joëlle. 2003. *Art et démocratie*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.zask.2003.01>.